

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-  
Atlantiques  
Cité administrative  
Rue Pierre Bonnard  
CS87564  
64000 Pau

Pau, le 23/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIOENERGIE DU SUD OUEST**

Rocade Sud d'Arance  
Plateforme Induslacq  
64300 Mont

Références : DREAL/2025D/8485  
Code AIOT : 0005207519

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement BIOENERGIE DU SUD OUEST implanté Plateforme Induslacq - Porte d'Abidos - Pôle Economique 2-201 64300 Mont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOENERGIE DU SUD OUEST
- Plateforme Induslacq - Porte d'Abidos - Pôle Economique 2-201 64300 Mont
- Code AIOT : 0005207519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

La société Bioénergie du Sud-Ouest exploite une unité de production de bioéthanol à partir de maïs à travers des procédés de cuisson, liquéfaction, saccharification, fermentation et distillation.

L'établissement est classé SEVESO « seuil bas » en raison de la présence de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331.1 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 5 000t.

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Eaux exclusivement pluviales (effluent n°1)	Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 2.6.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Eaux industrielles (effluent n°2)	Arrêté Préfectoral du 17/04/2015, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Salle de contrôle	Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 7.10.6	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Zones à risques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 7.11	Sans objet
5	Mesure des conditions météorologiques	Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 7.12.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée le 25/09/2025 chez BIOENERGIE DU SUD OUEST (Vertex) a porté sur les thèmes des rejets aqueux et du récolement de dispositions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2007.

L'inspection a révélé de nombreuses non-conformités concernant la qualité des rejets d'eaux industrielles et la traçabilité des rejets d'eaux pluviales, ainsi qu'une non-conformité partielle relative aux dispositifs de sécurité de la salle de contrôle.

Les principales demandes formulées à l'exploitant à la suite des constats sont les suivantes :

- Sous un mois, l'exploitant doit compléter sous GIDAF toutes les mesures absentes pour la période janvier 2024 - août 2025 et adresser à l'inspection un plan d'action assurant le

respect durable des fréquences de mesures et de la traçabilité réglementaire dans l'outil GIDAF. Cette demande vise à corriger la traçabilité incomplète des données transmises, ayant placé le site en non-conformité pour les rejets d'eaux pluviales (effluent n°1).

- Sous trois mois, l'exploitant doit mettre conformité la salle de contrôle vis-à-vis des dispositions de l'Arrêté préfectoral du 24/07/2006 (article 7.10.6) concernant la ventilation mécanique avec filtre à charbon actif, l'obturation automatique de la gaine de ventilation sur alarme, et le maintien d'une légère dépression avec mesure continue.

Compte-tenu des nombreuses non-conformités relevées concernant la qualité des rejets d'eaux industrielles et le non-respect de la demande faite à l'exploitant lors de l'inspection du 19 octobre 2023 de déposer un porteur à connaissance proposant de nouvelles valeurs limites pour ses rejets d'eaux industrielles adaptées à son activité, l'inspection propose à la signature du préfet un arrêté de mise en demeure de se conformer aux dispositions actuelles de l'arrêté préfectoral du 17/04/2015.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Eaux exclusivement pluviales (effluent n°1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 2.6.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de (concentration en mg/l) :	
<ul style="list-style-type: none"><li>• MES : 35 mg/l,</li><li>• DCO : 125 mg/l,</li><li>• DBO<sub>5</sub> : 30 mg/l,</li><li>• Azote global : 19 mg/l,</li><li>• Phosphore total : 1 mg/l,</li><li>• Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li></ul>	
Les effluents doivent, en outre, respecter les prescriptions suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"><li>• température &lt; 30 °C</li><li>• 5,5 &lt; pH &lt; 9</li><li>• absence de coloration.</li></ul>	
Fréquences de contrôles fixées par l'article 2.9.1 de l'arrêté du 24/07/2006	
Paramètre	Rejet n°1
Débit	Trimestrielle
Température	Trimestrielle
pH	Trimestrielle

MES	Trimestrielle
DCO	À chaque vidange des rétentions
DBO <sub>5</sub>	Trimestrielle
Azote global	Trimestrielle
Phosphore total	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	Trimestrielle*

\* : en sortie de chaque débourbeur-déshuileur

#### Constats :

Le contrôle réalisé dans le cadre de l'inspection du 7 octobre 2025 visait à vérifier le respect de l'article 2.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2006, relatif à la qualité des eaux pluviales rejetées et à la fréquence des contrôles fixée à l'article 2.9.1 du même texte.

Le contrôle du respect des valeurs limites et des fréquences d'analyse, pour la période de janvier 2024 à août 2025, a été effectué à partir des déclarations réalisées sur l'application GIDAF et des précisions apportées par l'exploitant lors de la visite.

L'examen des déclarations transmises sous GIDAF pour la période de janvier 2024 à août 2025 montre que les valeurs limites d'émission (VLE) sont globalement respectées.

- DCO : une mesure ponctuelle non conforme en avril 2024 (146 mg/L pour une VLE de 125 mg/L) sur un total de 23 mesures, mesure associée à l'incident du 30 avril 2024 correspondant à un rejet chargé en MES.
- DBO<sub>5</sub> : une mesure ponctuellement non conforme en mars 2024 (35 mg/L pour une VLE de 30 mg/L), le laboratoire ayant indiqué une incertitude de 39 % sur cet échantillon congelé
- Pour les autres paramètres, Température, pH, MES, Azote global, phosphore total et hydrocarbures totaux, l'ensemble des valeurs analysées se situe dans les limites réglementaires.

Concernant les fréquences de contrôle, plusieurs écarts ont été observés :

- Pour la DCO, seul paramètre mesuré par batch (avec le débit), avec 23 mesures réalisées à chaque rejet sur la période considérée, la fréquence de mesure est conforme.
- Pour tous les paramètres, aucune déclaration n'est enregistrée sous GIDAF pour la période allant de juin à octobre 2024 : l'exploitant justifie ce point par l'absence totale de rejet sur

la période considérée

- Entre novembre et décembre 2024, aucune déclaration n'a été faite dans GIDAF pour les paramètres Température, pH, MES, DBO5, Azote global, Phosphore total et Hydrocarbures totaux : l'exploitant justifie que trois vidanges ont eu lieu entre novembre et décembre 2024, que les paramètres listés ont bien été mesurés mais que ces résultats n'ont pas été saisis dans l'application.
- Entre janvier 2025 et mai 2025, aucune déclaration n'a été faite pour les paramètres DBO5, Azote globale, phosphore total et hydrocarbures totaux : l'exploitant justifie que deux mesures supplémentaires ont été réalisées (janvier et septembre 2025) pour lesquelles ces paramètres ont été mesurés.

L'inspection considère donc que le suivi analytique est réalisé conformément aux exigences techniques, mais que la traçabilité réglementaire sous GIDAF reste incomplète, ce qui place le site en non-conformité. Sous un mois, l'exploitant devra régulariser ses déclarations afin d'assurer la complétude et la cohérence des données transmises à l'administration.

Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'à l'issue de l'inspection du 30 avril 2024, il avait été convenu de procéder à un contrôle de la concentration en MES avant chaque rejet et que cette demande serait intégrée dans les dispositions de l'arrêté préfectoral.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un mois, l'exploitant devra compléter sous GIDAF toutes les mesures absentes pour la période janvier 2024 - août 2025 et adresser à l'inspection un plan d'action assurant le respect durable des fréquences de mesures et de la traçabilité réglementaire dans l'outil GIDAF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 2 : Eaux industrielles (effluent n°2)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/04/2015, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

#### **Prescription contrôlée :**

Avant rejet dans la station de traitement des eaux biodégradables du lotissement, les effluents doivent respecter la qualité minimale suivante (concentration en mg/l et flux en kg/j) :

- MES : 900 mg/l et 130 kg/j
- DCO : 7 000 mg/l et 1 000 kg/j
- DBO : 4 000 mg/l et 580 kg/j
- Azote global : 300 mg/l et 30 kg/j
- Phosphore total : 15 mg/l et 2,2 kg/j
- Nitrates (NO3) : 5 mg/l et 0,7 kg/j
- Azote ammoniacal (NH4) : 300 mg/l et 30 kg/j
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l et 1,4 kg/j

Les effluents doivent, en outre, respecter les prescriptions suivantes :

- température < 30 °C
- toxicité nulle par respirométrie et biodégradabilité supérieure à 60 % après 24 heures

- $5,5 < \text{pH} < 8,5$

Fréquences de contrôles fixées par l'article 2.9.1 de l'arrêté du 24/07/2006

Paramètre	Fréquence
Débit	En continu
Température	En continu
pH	Journalier
MES	Journalier
DCO	Journalier
DBO <sub>5</sub>	Journalier
Azote global	Hebdomadaire
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> )	Mensuelle
Nitrates (NO <sub>3</sub> )	Mensuelle
Phosphore total	Hebdomadaire
Hydrocarbures totaux	Trimestrielle

**Constats :**

Le contrôle du respect des valeurs limites et des fréquences d'analyse, pour la période de janvier 2024 à août 2025, a été effectué à partir des déclarations réalisées sur l'application GIDAF.

**1 - Analyse du respect du débit maximum journalier et des valeurs limites en concentration :**

Paramètre	Respect des VL en concentration
Débit	134/578 non conformes : maximum relevé à 420 m <sup>3</sup> le 27/03/2024 pour un maximum autorisé à 200m <sup>3</sup> par jour
Température	0/428 non conforme.
pH	64/428 non conformes : minimum relevé à 4,6 le 10/05/2025, maximum relevé à 12,2 le 03/01/2024
MES	70/428 non conformes : maximum relevé à 6 400 mg/l le 25/04/2025 (VL à 900)
DCO	44/428 non conformes : maximum relevé à 20 400 mg/l le 07/04/2025 (VL à 7000)
DBO <sub>5</sub>	49/397 non conformes : maximum relevé à 10 900 mg/l le 07/04/2025 (VL à 4000)
Azote global	0/73 non conformes
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> )	0/16 non conformes
Nitrates (NO <sub>3</sub> )	0/16 non conformes
Phosphore total	54/73 non conformes : maximum relevé à 114 mg/l le 05/08/2024 (VL à 15)
Hydrocarbures totaux	0/5 non conformes



L'inspection relève un écart du nombre de relevé entre la DCO/DBO<sub>5</sub> : l'exploitant précise que cet écart provient d'un problème lié à la méthode analytique (vérification du glucose impossible) utilisée par la SOBEGI, prestataire pour la réalisation de ces analyses.

L'ensemble de ces éléments traduit une non-conformité globale à l'article 3 de l'arrêté du 17/04/2015.

## 2 - Analyse du respect des valeurs limites en flux quotidien :

Paramètre	Respect des VL en flux
MES	94/428 non conformes : maximum relevé à 1 171,2 kg le 25/04/2025 (VL à 130 kg)
DCO	128/428 non conformes : maximum relevé à 4 232 kg le 11/04/2025 (VL à 1000 kg)
DBO <sub>5</sub>	108/397 non conformes : maximum relevé à 2 150 kg le 11/04/2025 (VL à 580 kg)
Azote global	1/68 non conformes : maximum relevé à 42 kg le 13/02/2025 (VL à 30)
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> )	0/16 non conformes
Nitrates (NO <sub>3</sub> )	0/15 non conformes
Phosphore total	58/73 non conformes : maximum relevé à 19,15 kg les 05/08/2024 et 14/04/2025 (VL à 2,2)
Hydrocarbures totaux	0/5 non conformes

L'inspection constate des écarts entre le nombre de mesures exprimées en concentration et celles exprimées en flux pour certains paramètres (par exemple, l'azote total avec 73 mesures en concentration contre 68 en flux), sans que ces différences puissent être imputées à une erreur de déclaration de l'exploitant, dont les saisies apparaissent correctement renseignées.

L'ensemble de ces éléments traduit une non-conformité globale à l'article 3 de l'arrêté du 17/04/2015.

### 3 - Analyse des fréquences d'autosurveillance

Paramètre	Fréquence
Débit	Conforme (578 mesures)
Température	Conforme (428 mesures)
pH	Conforme (428 mesures)
MES	Conforme (428 mesures)
DCO	Conforme (428 mesures)
DBO <sub>5</sub>	Conforme (397 mesures)
Azote global	Conforme (73 mesures)
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> )	Conforme (16 mesures)
Nitrates (NO <sub>3</sub> )	Conforme (16 mesures)
Phosphore total	Conforme (73 mesures)

Hydrocarbures totaux	Conforme (5 mesures)
----------------------	----------------------

#### 4 – Suites de l'inspection du 19/10/2023

Lors du contrôle de ce point réglementaire lors de l'inspection du 19/10/2023, il avait été demandé à l'exploitant de :

- « Sous un mois, l'exploitant propose un porter à connaissance proposant de nouvelles VL permettant de cadrer les caractéristiques techniques de ses effluents tout en tenant compte des spécificités de son activité et en justifiant de l'absence d'impact de tels effluents pour la STEB et pour le milieu. Dans ce cadre, l'exploitant prendra en compte, outre les termes de la convention, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sur les conditions de raccordement à une station collective. »

Dans sa réponse à cette inspection, l'exploitant rappelle qu'une convention de raccordement et une fiche d'identification des effluents (FIE) encadrent ses rejets vers la station SOBEGI, garantissant leur conformité et l'absence de rejet direct vers le milieu naturel. En réponse à la demande formulée, il propose de retenir les valeurs limites issues de ces documents contractuels.

Lors de la présente inspection, un point a été fait sur la convention établie avec la SOBEGI datée du 01/08/2022, précisant les caractéristiques suivantes :

- Volume : 78 840 m<sup>3</sup>/an
- DCO : 10 000 mg/l (souscription annuelle : 394 t/an)
- MES : 900 mg/l (souscription annuelle : 35 t/an)

La FIE 2025, établie entre l'exploitant et la SOBEGI, fixe pour sa part les valeurs limites suivantes :

- MES : 900 mg/l
- DCO : 10 000 mg/l
- DBO<sub>5</sub> : 5 000 mg/l
- NGL : 300 mg/l
- NH<sub>4</sub> : 300 mg/l
- NO<sub>3</sub> : 5 mg/l
- Hydrocarbures totaux : 10 mg/l
- Phosphore : jusqu'à 200 mg/l
- Souscription annuelle en DCO : 358 t pour 2025

L'exploitant précise que, même lorsque certaines concentrations dépassent ponctuellement les valeurs de référence, les rejets sont toujours soumis à l'accord préalable de la SOBEGI, qui évalue la capacité de traitement de la STEB. Il souligne que la souscription annuelle, qu'il considère comme le paramètre le plus pertinent selon ses dires, est respectée.

Toutefois, l'inspection constate que la demande formulée lors de l'inspection du 19/10/2023 n'a pas été respectée, aucun porter à connaissance formalisant de nouvelles valeurs limites et justifiant de l'absence d'impact sur la STEB et le milieu n'ayant été transmis à ce jour.

#### 5 – Bilan

L'analyse des données d'autosurveillance pour la période de janvier 2024 à août 2025 met en évidence de nombreuses non-conformités aux valeurs limites fixées par l'article 3 de l'arrêté du 17 avril 2015, notamment pour le débit journalier, les concentrations et les flux en MES, DCO, DBO<sub>5</sub>, phosphore et pH.

L'exploitant n'ayant par ailleurs pas transmis le porter à connaissance demandé lors de l'inspection du 19 octobre 2023, l'inspection propose donc à la signature du préfet un arrêté de mise en demeure de se conformer aux dispositions de cet article, tout en rappelant à l'exploitant qu'il lui reste possible de déposer ledit PAC proposant de nouvelles valeurs limites adaptées à son activité, conformément à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ou à l'article 6.2 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Salle de contrôle

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 7.10.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

#### **Prescription contrôlée :**

La salle de contrôle est constituée de façon à protéger en permanence le personnel. Elle est notamment dotée :

- d'une ventilation mécanique débrayable équipée d'un filtre à charbon actif,
- de capteurs (H<sub>2</sub>S, SO<sub>3</sub>) au niveau de la prise d'air de la ventilation et dans le local,
- d'une obturation de la gaine de ventilation sur déclenchement de l'alarme,
- de moyens autonomes de respiration disponibles pour les opérateurs,
- d'une entrée maintenue en légère dépression par rapport à l'extérieur (pression mesurée en continu).

#### **Constats :**

Au cours de la visite sur site, l'inspection a pu constater la présence et le fonctionnement des capteurs H<sub>2</sub>S et SO<sub>2</sub>, tant dans le local qu'au niveau de la prise d'air de la ventilation, les signaux étant correctement reportés sur la centrale de mesure et les écrans de supervision en salle de contrôle. La présence d'appareils respiratoires isolants (ARI) a été confirmée, avec vérification par sondage de la réalisation de l'inspection annuelle et du contrôle des bouteilles d'air comprimé pour deux appareils.

Cependant, il ressort des échanges avec l'exploitant que la stratégie de gestion des situations incidentelles ou accidentelles a été modifiée: en cas de risque toxique d'origine externe, la consigne actuelle impose l'évacuation du personnel après équipement de moyens de protection individuelle (masques à cartouche, cagoules...) et mise en sécurité des installations, et non plus le maintien en salle de contrôle.

Par conséquent, les dispositions suivantes :

- la ventilation mécanique à filtre charbon actif,

- l'obturation automatique de la gaine de ventilation sur alarme,
  - et le maintien en légère dépression (avec pression mesurée en continu)
- ne sont plus appliquées ou vérifiées.

L'inspection considère qu'il existe donc une non-conformité partielle du site sur ce point.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité la salle de contrôle vis-à-vis des exigences de l'AP du 24/07/2006, ou à défaut, de présenter une demande motivée de modification de la prescription technique concernée, incluant une justification argumentée des adaptations organisationnelles et techniques mises en œuvre sur le site et leur adéquation avec le niveau de protection attendu pour les opérateurs tout en garantissant la poursuite de la surveillance des installations, notamment le suivi des différentes alarmes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous trois mois, l'exploitant :

- Fournira un plan d'actions pour rétablir la conformité de la salle de contrôle à l'Arrêté préfectoral du 24/07/2006 (article 7.10.6) sur l'ensemble des points : ventilation mécanique avec filtre à charbon actif, obturation automatique de la gaine de ventilation sur alarme, maintien d'une légère dépression avec mesure continue.
- Alternativement, si la solution technique ou organisationnelle adoptée actuellement ne permet plus de répondre à ladite prescription, transmettre une demande de modification formelle de la prescription concernée, argumentée garantissant la poursuite de la surveillance des installations, notamment le suivi des différentes alarmes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Zones à risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 7.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Ces zones doivent se trouver à l'intérieur de la clôture de l'établissement.

Il tient à jour, à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan de secours.

L'exploitant peut interdire, si nécessaire, l'accès à ces zones.

En plus des dispositions du présent article, les dispositions relatives à la sûreté du matériel électrique sont applicables à la localisation des zones d'atmosphère explosive.

**Constats :**

Lors de l'inspection, le plan des zones ATEX a été consulté. Le zonage ATEX est régulièrement mis à jour et intégré dans le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) du site, la dernière version datant de 2020. La nature exacte du risque (présence d'atmosphères potentiellement explosibles) est précisée dans le document.

Sur le terrain, l'inspection a pu vérifier la matérialisation effective des zones ATEX et l'affichage des consignes à observer:

- Dans la zone de distillation, la présence du marquage adéquat à l'entrée de la zone et l'affichage des consignes.
- Sur la zone des silos à maïs, le marquage du zonage ATEX et l'affichage des consignes.

Pour ce qui concerne l'adéquation du matériel électrique aux exigences du zonage ATEX :

- La vérification annuelle électrique 2023 et la vérification quadriennale de novembre 2024 n'ont relevé aucune observation sur l'adéquation entre le matériel et le zonage ATEX.

Le rapport de vérification quadriennale mentionne un défaut de marquage pour des sondes de température et des vannes au sein de la zone de distillation. Lors de la visite terrain, la conformité du marquage ATEX des équipements et accessoires concernés a été vérifiée.

Par sondage, notamment sur la zone de distillation, l'inspection n'a relevé aucun écart concernant le recensement, la matérialisation, la signalétique des zones ATEX, ni sur l'adéquation du matériel électrique dans les zones concernées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Mesure des conditions météorologiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/07/2006, article 7.12.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Les matériels nécessaires pour la mesure de la vitesse et de la direction du vent, de la température sont mis en place sur le site.

Des manches à air, en nombre suffisant, sont implantées sur le site et doivent être visibles de jour comme de nuit, à partir de n'importe quel point du site.

Ces différents matériels peuvent être communs au lotissement. Ils doivent rester opérationnels en situation post-accidentelle.

**Constats :**

Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater la présence de trois manches à air, implantées sur les points hauts du site (parc à alcool, zone des sécheurs et aire de chargement maïs). Visuellement, l'inspection a pu constater leur présence et leur bon état.

Concernant les équipements de mesure, le gestionnaire de la plateforme met à disposition les matériels nécessaires pour la mesure du vent (vitesse et direction) et de la température.

L'exploitant confirme l'utilisation effective de ces informations, notamment pour la gestion préventive avec une alerte déclenchée dès que la vitesse du vent atteint 45 km/h.  
L'ensemble des exigences du point de contrôle est respecté et aucun écart n'a été relevé.

**Type de suites proposées :** Sans suite